APRÈS TROIS SEMAINES D'AGRESSION ISRAÉLIENNE, PLUS DE 1 200 MORTS ET 5 200 BLESSÉS

Pas de «cessez-le-feu immédiat» à l'horizon

L'agression militaire israélienne sur la bande de Ghaza se poursuit, pour la 22e journée consécutive, portant le nombre des Palestiniens tués à plus de 1 200 morts et à plus de 5 200 celui des blessés. Au même moment, les pressions diplomatiques s'intensifient pour convaincre l'Etat hébreu d'accepter un cessez-le-feu «immédiat» et de faire cesser ses attaques contre le peuple palestinien.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Les autorités israéliennes ont rejeté l'offre de trêve d'un an du Hamas palestinien, ont indiqué hier vendredi des responsables de l'Etat hébreu à l'AFP.

«Le Premier ministre s'oppose à tout cessez-le-feu avec une limite de temps. Peu importe si on le qualifie de renouvelable ou autre chose, il ne peut pas être limité dans le temps», a déclaré à l'AFP un responsable gouvernemental qui a requis l'anonymat. Une délégation du Hamas s'est encore déplacée hier au Caire, en Egypte, pour la poursuite des négociations sur un cessez-le-feu israélien.

L'Egypte, qui joue le rôle d'intermédiaire dans ce conflit armé israélo-palestinien, a aussi reçu dans la journée d'hier le principal négociateur israélien Amos Gilad pour tenter de mettre en œuvre le fameux plan de paix égyptien.

Mais, après deux rencontres successives en 48 heures, entre Amos Gilad et le chef des services des renseignements égyptiens Omar Soleimane, aucun «accord formel» n'a été trouvé sur une trêve. «Il y a un creux dans le processus jusqu'à samedi soir ou dimanche. On ne peut pas évoquer un accord formel», a déclaré une source diplomatique à l'AFP hier vendredi. La veille, le jeudi, le Hamas a fait part de son acceptation d'une trêve d'un an avec Israël, avec un retrait des forces armées israéliennes et la levée du blocus sur Ghaza.

Le numéro deux du bureau politique du Hamas, Moussa Abou Marzouk, établi à Damas, a indiqué que son mouvement avait fait cette offre aux autorités égyptiennes, lors d'une rencontre au Caire. Il a précisé que le Hamas qui attendait une réponse d'Israël avait en fait rejeté cette proposition de trêve d'un an, renouvelable. Il a toutefois exigé la présence de forces de l'Autorité palestinienne au point de passage de Rafah avec l'Egypte. Cette zone compterait, selon les Israéliens, des centaines de tunnels qui auraient permis au territoire, sous contrôle du mouvement islamiste Hamas, d'être approvisionné en produits divers malgré le blocus israélien, notamment en armes, rapporte l'AFP.

Hier, à l'ouverture du sommet des pays arabes de Doha au Qatar, Khaled Machaâl, le chef de la résistance palestinienne du Hamas, en exil en Syrie, a répliqué à la proposition israélienne par le refus. «Malgré toutes les destructions à Ghaza, nous n'accepterons pas les conditions d'Israël en vue d'un cessez-le-feu car la résistance à Ghaza n'a pas été vaincue», a déclaré Khaled Mechaâl.

L'Egypte avait auparavant annoncé qu'Israël avait accepté son plan pour un cessez-le-feu, mais l'Etat hébreu a affirmé qu'aucune décision n'avait encore été prise. Pis, les forces armées israéliennes avaient intensifié leurs bombardements dans plusieurs zones de la bande, tuant, dans la nuit de jeudi, Saïd Siam, ministre de l'Intérieur du Hamas, un dirigeant de premier plan du Hamas à Ghaza et député au Parlement palestinien. Les attaques israéliennes ont aussi visé un complexe onusien d'aide humanitaire, réduisant en cendres des dizaines de tonnes de denrées alimentaires et de médicaments destinés aux réfugiés palestiniens.

Un immeuble abritant des journalistes et un hôpital ont été aussi visés par les attaques israéliennes qui ont fait plus de 50 morts jeudi. Cet acte a provoqué de vives réactions internationales.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est dit «scandalisé» par le bombardement. Olmert a affirmé, en le recevant, qu'Israël avait riposté à des tirs en provenance du complexe de l'ONU, une information vite démentie par les responsables de l'UNRWA, présents sur place. Par ailleurs, l'armée israélienne a mobilisé des renforts en Cisjordanie, pour empêcher toute tentative de manifestation des Palestiniens après la prière du vendredi. Le Hamas avait encore appelé la veille du vendredi les Palestiniens à une nouvelle «journée de la colère», au même titre que le Fatah de Mahmoud Abbas, le président palestinien dont le mandat s'est achevé le 9 janvier dernier.

La situation humanitaire dans le territoire palestinien surpeuplé et pauvre devient «dramatique», ont affirmé les agences de l'ONU, alors que les habitants fuyant les raids n'ont pas d'endroit où se réfugier.

Un million d'habitants vivent sans électricité, 750 000 sont sans eau et les hôpitaux fonctionnent grâce à des générateurs de secours, selon l'ONU, citée par l'AFP.

L. M.

FIN DE L'AGRESSION ISRAÉLIENNE SUR LA BANDE DE GHAZA

Ban Ki-moon optimiste

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a estimé hier lors d'une visite en Cisjordanie, qu'un accord de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza était «très proche». Ce cessez-le-feu ne sera toutefois «totalement respecté» qu'avec le retour au «calme complet», a indiqué Ban Ki-moon à l'issue d'un entretien qu'il a eu avec le Premier ministre palestinien Salam Fayyad à Ramallah, en Cisjordanie.

«J'espère sincèrement que dans les quelques prochains jours, nous serons en mesure d'obtenir un accord de cessez-le-feu», a-t-il ajouté.

Lyès M. Agences

La ministre des Affaires étrangères israélienne à Washington

La ministre des Affaires étrangères israélienne, Tzipi Livni, devait rencontrer hier à Washington son homologue américaine Condoleezza Rice dans l'espoir de «trouver un accord commun qui mettrait un terme aux trafics d'armes dans la bande de Ghaza», a rapporté hier l'AFP. Par cette visite, Tzipi Livni espère en fait «obtenir des garanties sur l'arrêt du trafic d'armes à destination du Hamas dans la bande de Ghaza», ont indiqué des sources diplomatiques à l'AFP. «L'arrêt du trafic d'armes» dans la bande de Ghaza constitue l'une des conditions primordiales pour la mise en œuvre du plan égyptien du cessez-le-feu par Israël.

Lyès M.

MANIFESTATIONS EN CISJORDANIE

Un Palestinien tué par les Israéliens

Un Palestinien a été tué, hier, par les forces armées israéliennes, lors de la manifestation organisée après la prière du vendredi à laquelle ont appelé le Hamas et le Fatah la veille. Les Palestiniens ont été appelés à faire du vendredi une «journée de la colère» contre l'agression israélienne sur la bande de Ghaza depuis trois semaines.

Lyès M.

Israël perdrait-il la guerre médiatique ?

Les combats qui font rage à Ghaza sur le terrain militaire s'accompagnent de batailles médiatiques et de propagande comme lors de la première guerre du Golfe et plus récemment durant l'invasion de l'Irak par les Américains.

L'objectif est de rallier l'opinion publique internationale à leur cause.

Les restrictions et les interdictions faites à la presse internationale de couvrir les événements qui se déroulent à l'intérieur de Ghaza sont un signe de fébrilité défensive dans un monde où les nouvelles technologies de l'information et de la communication battent en brèche toute velléité d'ériger des barrières qui dissimulent et faussent la vérité.

Internet, le téléphone portable, les téléchargements, les vidéos amateurs constituent des vecteurs techniques contre lesquels les bombes israéliennes ne peuvent rien. Cette évidence est mise à nu par les appels des médias internationaux de tous les continents à l'initiative de Reporters sans frontières. Dans le communiqué de cette organisation, il est notamment dit :

«Face à l'ampleur des opérations militaires, ainsi que les répercussions qu'elles provoquent dans le monde entier, la fermeture de la bande de Ghaza à la presse par les autorités israéliennes nous paraît intenable et dangereuse.

Il est incompréhensible qu'Israël empêche la presse de rendre compte de manière indépendante d'événements qui nous concernent tous.»

Le ton est ainsi donné et devant la catastrophe humanitaire provoquée par l'armée d'occupation israélienne, l'on assiste à un glissement du discours partial des médias occidentaux, dominés dans leur immense majorité par le lobby israélien (presse écrite, parlée et filmée comprise), vers un discours parlé et filmé plus équilibré. Cette domination, selon Jean-François Tealdi, président du SNJ-CGT, s'expliquerait, pour ce qui est des médias français, par le fait que ces derniers «ont un problème par rapport à tout ce qui touche le monde juif. La Shoah marque encore les journalistes, consciemment ou inconsciemment, mais aujourd'hui l'Etat d'Israël ne peut pas se revendiquer de la Shoah... Quand les atteintes à la liberté de la presse se produisent dans quelque pays que ce soit, il y a aussitôt une montée au créneau de l'ensemble des institutions, des associations, des syndicats, des partis politiques...

Cela fait quinze jours que l'ensemble de la presse internationale est interdite d'entrée sur la bande de Ghaza par le gouvernement israélien. C'est une atteinte aux libertés fondamentales». Devant une telle mobilisation, les médias occidentaux, particulièrement français, tentent d'équilibrer leurs discours.

De l'image et du commentaire montrant de paisibles citoyens israéliens terrorisés par le tir des roquettes du Hamas, les télévisions occidentales commencent à diffuser la barbarie dans toute son horreur.

La pression de l'opinion internationale, horrifiée par les insoutenables images des exactions israéliennes, de même que les manifestations de solidarité avec les populations de Ghaza à l'appel des organisations des droits de l'Homme et de la société civile dans les plus grandes capitales du monde, ont forcé ces médias à adapter leur ligne éditoriale aux exigences de vérité de leurs opinions publiques respectives. Cette inversion de tendance est, selon un professionnel algérien de la presse écrite, éphémère et, sitôt l'émotion passée, Israël reprendra sa place privilégiée dans les médias occidentaux.

Cette thèse est très probable. L'influence politique, idéologique, religieuse et surtout financière du lobby juif est tellement forte qu'il serait illusoire de croire que celle-ci puisse disparaître facilement.

Gageons que c'est là un début de décantation portée par la conscience universelle qui n'a pas manqué de se manifester jusque y compris dans la communauté juive elle-même.

De ce combat pour la liberté d'expression et pour la vérité, les médias arabes en général et algériens en particulier sont partie prenante.

Du Golfe persique à l'océan Atlantique, les journalistes arabes dans leur multiconfessionnalité, les hommes de culture, les artistes... n'ont pas manqué de s'impliquer aux côtés de leurs frères palestiniens.

La mobilisation de la presse écrite algérienne publique et privée, arabophone et francophone, est un bel exemple d'humanisme et de solidarité à saluer non seulement parce qu'elle traduit les valeurs culturelles et civilisationnelles de notre peuple, mais surtout l'attachement indéfectible de cette dernière aux idéaux de justice, de paix et de solidarité avec toutes les causes justes de par le monde.

Ce sont là aussi les principes et les enseignements de Novembre 1954.

Le même hommage doit être également rendu à notre presse audiovisuelle qui ne ménage aucun effort pour que les Algériens soient informés quotidiennement des événements de Ghaza.

A. Hamma
ancien cadre supérieur de l'Etat